



Prévenir les famines

Josette Sheeran

La sécheresse et la famine qui sévissent actuellement dans la Corne de l'Afrique justifient de recourir à une gestion mondiale des risques pour assurer la sécurité alimentaire

LES IMAGES d'enfants amaigris avec des yeux si enfoncés dans leurs orbites qu'ils semblent regarder la mort en face ont disparu des journaux du matin et des informations du soir. Pourtant, plus de 13 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique ont encore besoin d'une aide urgente.

Dans le sud de la Somalie seulement, 3 millions de personnes sont dans une situation critique à cause de la sécheresse, d'un conflit et d'un manque d'aide humanitaire. En outre, des dizaines de milliers de personnes pourraient mourir si l'aide ne peut circuler librement. La famine s'explique non pas par des structures ou des systèmes défaillants, mais par leur absence pure et simple.

Lors d'un récent déplacement dans la région, je me suis entretenue avec beaucoup de femmes qui, ayant quitté leur village au sud de la Somalie, où les infrastructures, la protection sociale et les programmes d'assistance sont inexistantes, ont dû abandonner leurs enfants incapables de survivre le long périple vers un centre d'aide vital. Après vingt ans de guerre civile et la pire sécheresse en 60 ans, les Somaliens font face au dilemme terrible de ceux qui n'ont rien à manger : migrer ou mourir.

Contrairement aux sécheresses comme celle qui sévit actuellement en Afrique de l'Est, les famines peuvent être évitées. La communauté internationale a les moyens d'empêcher les « routes de la mort » qu'on voit dans certaines régions de la Somalie. Dans les régions accessibles, les humanitaires portent secours à des millions d'affamés. Nous ne pouvons échapper à la prochaine sécheresse, mais le déploiement de solutions durables portant sur tous les aspects de la sécurité alimentaire (aide aux petits exploitants, programmes de lutte contre la faim et mécanisme africain de centralisation des risques protégeant les plus vulnérables) permettra de résister aux crises et de réagir en temps voulu.

Après la crise alimentaire de 2008, premier désastre humanitaire mondial, les marchés des denrées alimentaires, qui étaient restés stables pendant près de 30 ans, ont subi des modifications structurelles. De 1969 à 2004, la proportion des affamés a reculé de 40 % grâce à la hausse constante des approvisionnements et à la baisse des prix. Depuis 2008 toutefois, les risques et l'instabilité des prix et des approvisionnements sont devenus la norme. De nombreux pays,

dont ceux de la Corne de l'Afrique, n'ont pas de mécanismes d'absorption des chocs, tels que des réserves alimentaires nationales.

C'est sur l'alimentation des 80 % (selon les estimations) des habitants des pays en développement qui ne bénéficient pas de programmes leur assurant un accès adéquat à l'alimentation et à la nutrition pendant les crises que se répercutent les risques environnementaux, politiques et économiques de la vie de tous les jours. Au lieu de laisser l'instabilité des prix et des approvisionnements pénaliser ceux qui sont le plus dans le besoin dans les régions les plus vulnérables, nous devons renforcer la sécurité alimentaire par une gestion mondiale des risques.

Comme tous les systèmes exposés à des risques sérieux, la sécurité alimentaire passe par des investissements dans l'élaboration et le financement de programmes qui, par des transferts et des subventions, évitent aux pauvres de tomber en deçà d'un certain niveau de pauvreté et les protègent, ainsi que leur famille, contre les crises à venir.

La sécheresse actuelle est à n'en point douter terrible, mais le nombre de personnes ayant besoin d'être sauvées dans la Corne de l'Afrique pourrait être beaucoup plus élevé. Grâce à des partenariats

Un jeune Somalien.



entre leur pays et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, 4,5 millions d'Éthiopiens, de Kenyans et d'Ougandais bénéficient aujourd'hui d'un programme de protection.

Grâce à un programme communautaire d'adaptation (MERET), le gouvernement éthiopien a mis en place, avec le concours du PAM, un programme viable de gestion des terres et de captage des eaux qui a permis d'accroître fortement la production alimentaire et d'atténuer les effets de la sécheresse.

Dans le Karamoja, région sèche du Nord de l'Ouganda, les communautés locales résistent mieux à la sécheresse que durant la période 2007-09 grâce à un nouveau système de stocks alimentaires communaux, qui sont reconstitués lors des récoltes. Dans le Nord-est du Kenya, qui est frappé par une sécheresse, le PAM fait bénéficier plus de 670.000 enfants d'un programme d'alimentation scolaire.

Le programme «Achat au service du progrès» du PAM achète des produits aux petits exploitants et leur permet d'accéder à des marchés fiables. Il en résulte une hausse de la production agricole et un renforcement des capacités de production. Entre 2010 et 2011, près de 25.000 tonnes de maïs ont été achetées localement à l'appui du programme éthiopien. Même dans la Corne de l'Afrique, le PAM sauve des vies avec des denrées alimentaires de la région.

En partenariat avec la Commission de l'Union africaine (bénéficiaire du concours du Fonds international pour le développement de l'agriculture, la Fondation Rockefeller, le Ministère britannique du développement international et la Banque mondiale), le PAM met au point un autre outil de gestion des risques afin d'exploiter la diversification naturelle des risques climatiques sur le continent africain. Ce mécanisme africain de financement des risques liés aux catastrophes (African Risk Capacity (ARC) Project) fournira des fonds aux pays participants immédiatement après une sécheresse ou d'autres catastrophes naturelles.

Selon des conclusions préliminaires, si les pays africains centralisaient leur risque de sécheresse, le volume de capitaux à mobiliser n'atteindrait que la moitié de ce qu'il en coûterait à chaque pays pour constituer ses propres réserves, de sorte qu'un tel mécanisme panafricain serait attrayant pour financer la sécurité alimentaire du continent. Dans le cas de la Corne de l'Afrique, ce mécanisme aurait permis aux pays participants de disposer de fonds au début de 2011, dès qu'il fut clair qu'il n'y aurait pas de nouvelle saison des pluies et que l'urgence se précisait. L'ARC réduira les délais de mobilisation des ressources, garantira l'apport en temps voulu d'une aide efficace aux plus vulnérables et réduira au minimum les perturbations des autres programmes cruciaux des pays.

Les interventions d'urgence restent l'ultime recours pour procurer une aide alimentaire salvatrice quand toutes les autres solutions ont échoué. Les «aliments intelligents» («smart foods») mis au point récemment semblent de plus en plus efficaces dans le traitement de la malnutrition dans la Corne de l'Afrique : c'est une bonne nouvelle.

Au Pakistan, le PAM a mis au point une pâte fortement enrichie à base de pois chiches produits localement. La production d'un aliment intelligent similaire se développe en Éthiopie. Ces aliments



Josette Sheeran est Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

prêts à consommer contiennent des éléments nutritifs essentiels, et leur production crée des emplois et des opportunités pour les communautés locales. Ils n'exigent ni eau, ni cuisson, ni réfrigération, et sauvent aujourd'hui des vies dans la Corne de l'Afrique.

Il est possible de s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité. À Dolo, en Somalie, j'ai rencontré Sadak, un enfant de 18 mois souffrant de malnutrition grave, qui, avec sa mère, avait quitté le centre du pays pour arriver 14 jours plus tard à la frontière éthiopienne, à la recherche de nourriture. Il était si malnutri que beaucoup pensaient qu'il ne pouvait survivre. Après cinq semaines d'un traitement dont faisait partie le complément prêt à consommer à base d'arachide Plumpy'Sup,

Sadak est en bonne santé. Son visage rond et son sourire enthousiaste sont la preuve que ce type d'investissement sauve des vies.

Selon la revue médicale britannique *The Lancet*, le cerveau des enfants mal nourris entre leur conception et l'âge de deux ans (1.000 premiers jours) risque de mal se développer et de subir des dommages permanents. La faim et la malnutrition sont des problèmes économiques à long terme qui réduisent le revenu potentiel des individus et le capital humain des nations.

D'après une étude menée en Amérique latine par le PAM en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la malnutrition peut se traduire par une perte économique moyenne de 6 % du PIB. En appliquant cette moyenne aux 36 pays où la malnutrition est la plus élevée, la perte de PIB se chiffre à plus de 260 milliards de dollars.

Toutefois, ce chiffre est dérisoire par comparaison avec le rendement exceptionnel des investissements dans la lutte contre la malnutrition. Selon la Banque mondiale, un investissement de 10,3 milliards de dollars par an dans ces 36 pays éviterait plus de 1,1 million de décès d'enfants, et réduirait de moitié la fréquence de la malnutrition grave et de 30 millions le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance.

Nous devons combattre la vue cynique selon laquelle rien ne fonctionne. Nous devons prouver que la lutte contre la faim et la malnutrition est l'affaire non seulement des humanitaires, mais aussi des ministres des finances, des présidents et des premiers ministres. C'est pourquoi je suis si heureuse que le Président Sarkozy et d'autres chefs d'État et de gouvernement aient inscrit la sécurité alimentaire à l'ordre du jour des réunions du G-20. La volonté du FMI de réagir face aux crises avec souplesse et en temps voulu est un autre pas important vers une collaboration qui déboucherait sur la mise en place d'une gestion mondiale des risques en matière de sécurité alimentaire.

Si l'on s'attaque ensemble aux facteurs de vulnérabilité à long terme, des enfants comme Sadak n'auront plus à subir le coût des désordres mondiaux, régionaux et nationaux. Nous disposons des connaissances et des moyens nécessaires non seulement pour éviter les famines, mais aussi pour mettre un terme dès aujourd'hui à la malnutrition et à la faim. Ce n'est pas uniquement de la compassion : il s'agit aussi de créer des emplois tout au long de la chaîne logistique et de gérer les risques tout en sauvant des vies. ■